



Bulletin Mensuel de Conjoncture de la BCEAO

MARS 2009



ISSN 08505756



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BULLETIN MENSUEL DE CONJONCTURE DE LA BCEAO

Mars 2009

Numéro 43

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS5
I - VUE D'ENSEMBLE6
II - APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL7
III - CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS DE JANVIER 20098
3.1 - Evolution de l'activité économique8
3.1.1 - Production agricole8
3.1.2 - Activité industrielle9
3.1.3 - Bâtiments et travaux publics10
3.1.4 - Activité commerciale11
3.1.5 - Services marchands12
3.1.6 - Coûts de production et situation de trésorerie des entreprises12
3.2 - Evolution des prix12
3.3 - Evolution des conditions de banque14
3.4 - Evolution de la situation monétaire15
3.5 - Evolution des marchés de capitaux17
3.5.1 - Marché monétaire17
3.5.2 - Marché financier20





AVANT-PROPOS

Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public l'analyse de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Le Bulletin est centré sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture interne, notamment l'évolution de l'activité industrielle et commerciale, ainsi que les conditions de production des entreprises et le niveau général des prix à la consommation. Ces informations sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées tous les mois par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

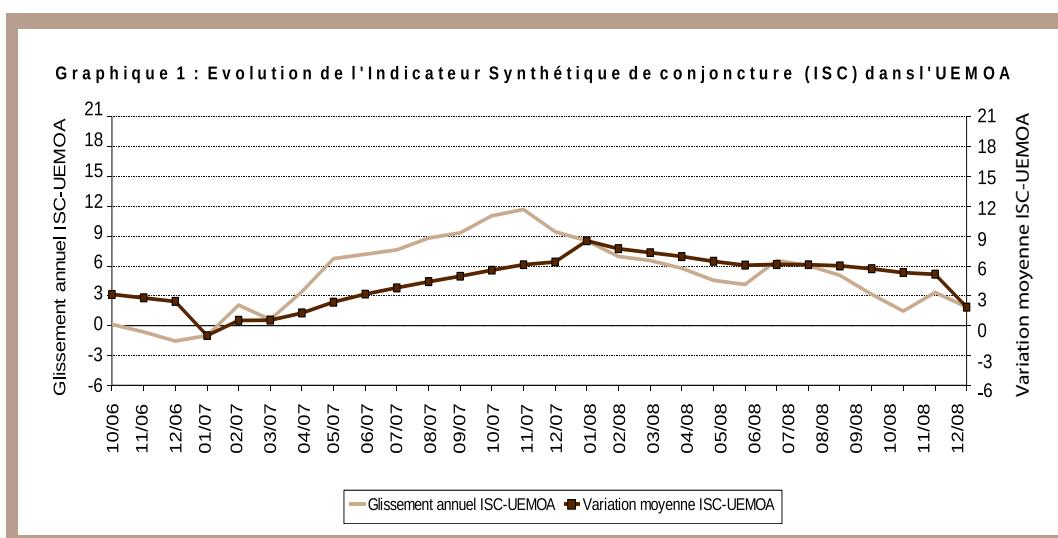
Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

I - VUE D'ENSEMBLE

L'environnement économique international a été marqué, en janvier 2009, par le ralentissement de la baisse des indicateurs conjoncturels d'activité dans les grands pays industrialisés. Au plan de la politique monétaire, les principales banques centrales des pays industrialisés ont revu à la baisse leurs principaux taux directeurs. Ainsi, les autorités monétaires ont poursuivi la mise en œuvre de leurs politiques monétaires à « taux zéro ». En outre, des mesures « non conventionnelles » ont été appliquées par les banques centrales des principaux pays industrialisés. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar américain et à la devise japonaise.

La conjoncture économique apparaît globalement en stagnation dans l'UEMOA, en rythme annuel en janvier 2009, sur la base des tendances de l'Indicateur Synthétique de Conjoncture (ISC)¹. Cette situation d'ensemble résulte d'évolutions sectorielles contrastées. En effet, une augmentation de l'activité est relevée dans les services marchands contre un reflux dans l'industrie, les Bâtiments et Travaux Publics (BTP) et le commerce. Par pays, cette stagnation est la résultante d'une amélioration de la conjoncture en Guinée-Bissau, au Niger et au Sénégal, d'une baisse de l'activité au Mali et d'une stabilité au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Togo.



L'inflation a renoué en janvier 2009 avec son orientation baissière amorcée depuis septembre 2008, après l'interruption observée en décembre 2008.

Les conditions de banque dans l'UEMOA ont été marquées par une hausse, en moyenne, des taux débiteurs par rapport à janvier 2008. En effet, les taux se sont globalement établis à 8,53% en janvier 2009 contre 8,13% un an auparavant.

Le volume des nouveaux crédits octroyés par les banques a fortement augmenté en glissement annuel en janvier 2009. En effet, il a connu une augmentation absolue de 102,5 milliards par rapport à janvier 2008, soit une hausse de 33,1%.

1 : Cf. Document d'Etude et de Recherche N°DER/02/03, «Construction d'un indicateur synthétique d'opinion sur la conjoncture».



II - APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique international a été marqué, en janvier 2009, par une baisse moins prononcée des indicateurs conjoncturels d'activité dans les grands pays industrialisés. Au plan de la politique monétaire, les principales banques centrales des pays industrialisés ont revu à la baisse leurs principaux taux directeurs. Ainsi, la Banque Centrale Européenne (BCE) a, à l'issue de la réunion mensuelle de son Conseil des Gouverneurs, abaissé son principal taux directeur de 0,50 point de pourcentage, le fixant à 2%. La Réserve Fédérale Américaine (FED) et la Banque d'Angleterre ont assoupli leurs politiques monétaires, en ramenant respectivement le taux objectif des fed funds à 0,25% et le taux d'intervention à 1,5%.

Baisse des taux directeurs des principales banques centrales

Sur les marchés des changes, l'euro s'est replié par rapport au dollar américain et à la devise japonaise. En effet, il s'est établi en moyenne à 1,3238 dollar en janvier 2009 contre 1,3449 dollar en décembre 2008, se dépréciant de 1,57%. Il s'est également inscrit en baisse de 2,27% par rapport à la devise japonaise, ressortant en moyenne à 119,7329 unités en janvier 2009 après 122,5129 unités en décembre 2008. Par contre, la monnaie européenne s'est appréciée de 1,51% par rapport à la livre sterling, s'échangeant en moyenne à 0,9181 livre en janvier 2009 contre 0,9044 livre en décembre 2008.

Dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar et de la devise japonaise

Les cours moyens mensuels des matières premières exportées par les pays de l'Union se sont orientés à la hausse, durant le mois de janvier 2009.

Hausse des cours de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA

D'un mois à l'autre, les cours moyens ont augmenté de 18,1% pour le caoutchouc, 8,6% pour le coton, 8,5% pour l'huile de palme, 5,8% pour le cacao, 2,3% pour le pétrole et 1,1% pour l'huile de palmiste.

Les cours moyens de la tonne métrique de la noix de cajou et de l'huile d'arachide sont restés inchangés, ressortant respectivement à 450 dollars et à 1.375 dollars en janvier 2009.



III - CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS DE JANVIER 2009

3.1 - Evolution de l'activité économique

3.1.1 - Production agricole

Hausse de la production vivrière

Les résultats de la campagne agricole 2008/2009 sont ressortis en hausse, en variation annuelle, dans tous les pays de l'UEMOA, en raison de la bonne pluviométrie enregistrée.

La production de cultures vivrières (céréales et tubercules) s'est inscrite en nette augmentation, en particulier pour les céréales.

Tableau 1 : Evolution de la production vivrière (par campagne)*

	2007/2008 En milliers de tonnes	2008/2009 En milliers de tonnes	Variation (en %)
Bénin	5 750,6	6 816,2	18,5
Burkina	3 088,8	4 213,3	36,4
Côte d'Ivoire	10 932,9	11 249,9	2,9
Guinée-Bissau	243,1	278,4	14,5
Mali	3 877,9	4 814,9	24,2
Niger	4 855,8	5 866,9	20,8
Sénégal	1 275,8	3 129,6	145,3
Togo	3 623,6	3 628,2	0,1
UEMOA	33 648,5	39 997,4	18,9

* : estimations.

Sources : organismes nationaux de commercialisation.

Hausse de la production des cultures d'exportation, à l'exception de celle du cacao

De même, les récoltes des principales cultures d'exportation ont été satisfaisantes. Elles ont, pour la plupart, augmenté, à l'exception de celles du cacao, qui ont enregistré une baisse de 17,6%.

Tableau 2 : Evolution de la production des cultures d'exportation (par campagne)*

	2007/2008 En milliers de tonnes	2008/2009 En milliers de tonnes	Variation (en %)
Arachide	1 275,9	2 002,8	57,0
Cacao	1 388,6	1 143,6	-17,6
Café	76,9	110,2	43,3
Coton-graine	1 154,0	1 156,1	0,2
Noix de cajou	171,9	177,2	3,1

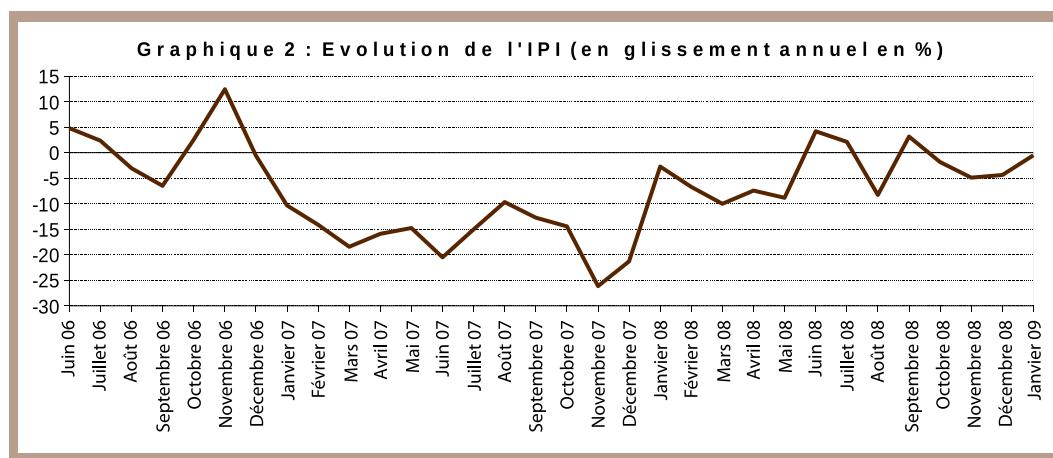
* : estimations.

Sources : organismes nationaux de commercialisation.

3.1.2 - Activité industrielle

La tendance baissière de la production industrielle, dans l'UEMOA, amorcée en octobre 2008, s'est poursuivie à un rythme moindre en janvier 2009. En effet, la production industrielle a diminué de 0,5%, en glissement annuel, après la baisse de 4,4% enregistrée en décembre 2008 (cf. graphique 2). Cette évolution reflète notamment la contre-performance des industries extractives (-8,8%) et manufacturières (-1,6%).

Diminution en glissement annuel de la production industrielle.



L'atonie de la production minière est le fait des activités d'extraction de pétrole brut et gaz naturel, d'or et de phosphates.

La décrue de l'activité pétrolière résulte de l'incidence de l'ensablement de certains puits du champ « BAOBAB » en Côte d'Ivoire. La baisse tendancielle de la production aurifère est due à la faible teneur des filons en exploitation, caractéristique du vieillissement des mines au Mali.

Le repli constaté dans la branche « Industrie manufacturière » est en rapport avec la baisse de la production dans les usines de fabrication de produits alimentaires, textiles et chimiques.

En Guinée-Bissau, le recul de la production alimentaire s'explique essentiellement par la diminution de l'activité dans le secteur des boulangeries et pâtisseries, du fait d'une rupture d'approvisionnement en matières premières et de la fermeture temporaire de l'une des principales unités pour des raisons techniques.

L'activité manufacturière s'est également ressentie de l'orientation défavorable des industries textiles au Mali et au Niger. En particulier, au Mali, la contraction de 39,74% de la production du coton graine, d'une année à l'autre, a induit une chute de l'activité d'égrenage.

La diminution observée dans les manufactures est attribuable, en outre, à la décélération de l'activité dans la sous-branche « Produits chimiques » au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo. En particulier au Bénin, la production des peintures et vernis a diminué, en liaison avec un repli de la demande. En Côte d'Ivoire, le reflux des commandes sous-régionales en peinture, colle et savon, explique le ralentissement de l'activité des industries chimiques.

Par pays, en variation annuelle, la production industrielle a augmenté au Burkina (+25,2%), au Niger (+22,7%), en Côte d'Ivoire (+7,7%) et au Sénégal (+2,8%). Par contre, elle a reculé au Mali (-41,9%), au Bénin (-14,7%), au Togo (-11,9%) et en Guinée-Bissau (-7,0%).

Tableau 3 : Variation de l'indice de la production industrielle à fin janvier 2009

Pays	Variation mensuelle		Glissement annuel		Variation moyenne		
	(en %)		(en %)		(en %)		
	décembre 2008	janvier 2009	janvier 2008	décembre 2008	janvier 2009	2008 (*)	2009 (*)
Bénin	-1,8	0,6	16,6	1,6	-14,7	16,6	-14,7
Burkina	63,4	147,7	-12,1	-29,9	25,2	-12,1	25,2
Côte d'Ivoire	14,2	-3,5	1,0	9,1	7,7	1,0	7,7
Guinée-Bissau	-5,5	-17,1	-2,2	9,0	-7,0	-2,2	-7,0
Mali	62,1	-7,9	-10,3	-39,6	-41,9	-10,3	-41,9
Niger	25,1	-17,8	19,4	30,0	22,7	19,4	22,7
Sénégal	8,3	2,8	2,9	-1,7	2,8	2,9	2,8
Togo	13,9	-23,8	-20,6	33,4	-11,9	-20,6	-11,9
UEMOA	19,8	7,2	-2,7	-4,4	-0,5	-2,7	-0,5

Source : BCEAO.

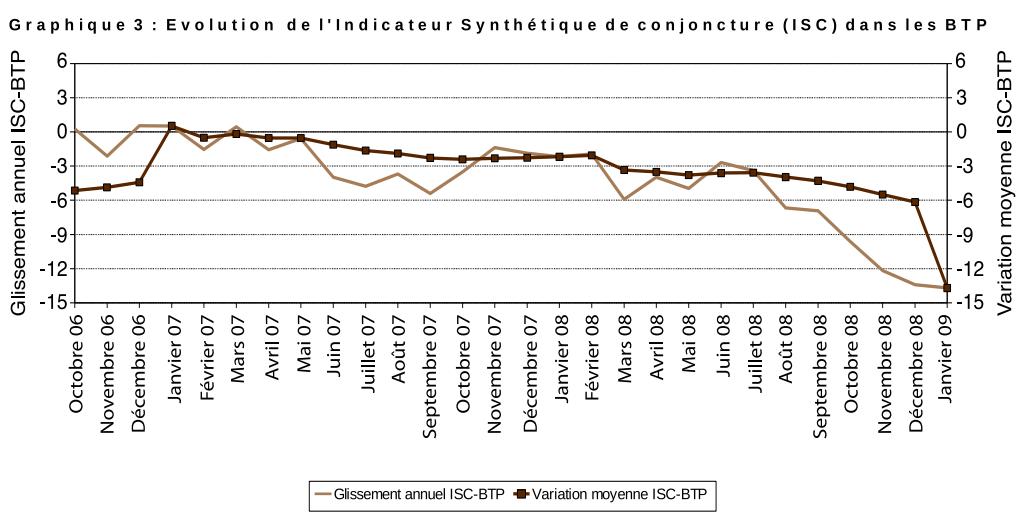
(*) Moyenne de l'année.

3.1.3 - Bâtiments et travaux publics

Baisse, en glissement annuel, dans le secteur des BTP

L'exploitation des soldes d'opinion des chefs d'entreprise fait ressortir un ralentissement de l'activité dans le secteur des BTP en janvier 2009 par rapport à janvier 2008 (cf. Graphique 3), en liaison essentiellement avec la diminution des reprises de chantiers et la stagnation des mises en chantier. Toutefois, une hausse des nouveaux contrats a été enregistrée tandis que les interruptions de chantiers sont restées stables.

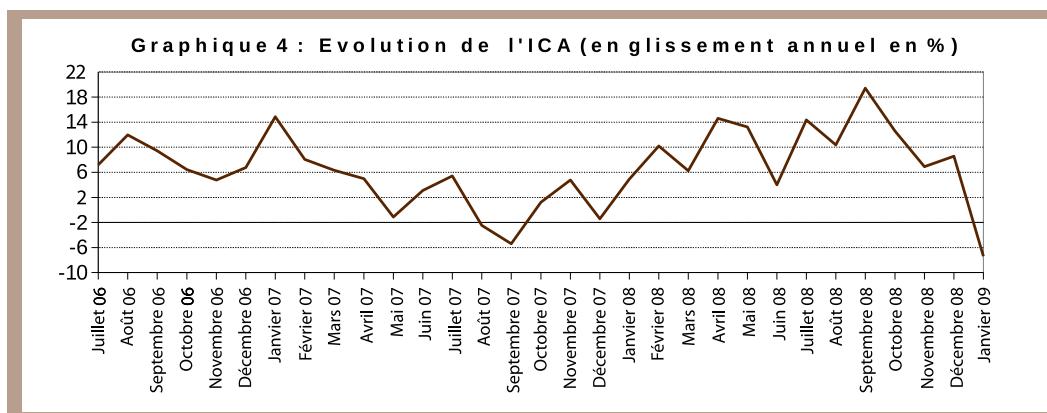
Par pays, en glissement annuel, l'activité des BTP a reculé en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Togo. Par contre, une progression dans le secteur de la construction est observée au Bénin, au Burkina, en Guinée-Bissau et au Niger.



3.1.4 - Activité commerciale

La tendance à la hausse, en glissement annuel, du commerce de détail du secteur moderne, amorcée depuis janvier 2008, s'est interrompue en janvier 2009 au terme d'un ralentissement observé à partir d'octobre 2008. En effet, l'indice du chiffre d'affaires a baissé de 7,4% contre une hausse de 8,6% en décembre 2008 et 19,4% en septembre 2008 (cf. graphique 4). Cette orientation défavorable de l'activité commerciale reflète essentiellement l'atonie des ventes de produits pétroliers (-16,5%) et d'automobiles, motocycles et pièces détachées (-9,7%).

Repli, en glissement annuel, de l'activité commerciale



La diminution du chiffre d'affaires a été constatée dans tous les pays membres de l'Union sauf en Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau. En effet, la décrue des transactions commerciales a atteint 25,4% au Bénin, 21,7% au Sénégal, 11,1% au Burkina, 10,7% au Mali, 10,2% au Togo et 2,5% au Niger. En revanche, une progression est enregistrée en Guinée-Bissau (+23,7%) et en Côte d'Ivoire (+1,7%).

La contraction des ventes de produits pétroliers au Bénin, au Mali et au Sénégal, en liaison avec la baisse des prix des hydrocarbures consécutive à la détente des cours mondiaux du pétrole brut, est le principal facteur explicatif de la chute du chiffre d'affaires dans le commerce. Elle est, également, imprimée par la branche « Automobiles, motocycles et pièces détachées » au Bénin, ainsi que celle de produits halieutiques au Sénégal.

Tableau 4 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires à fin janvier 2009

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	décembre 2008	janvier 2009	janvier 2008	décembre 2009	janvier 2009	2008 (*)	2009 (*)
Bénin	6,4	-30,8	15,7	9,8	-25,4	15,7	-25,4
Burkina	-21,9	2,4	8,6	-15,3	-11,1	8,6	-11,1
Côte d'Ivoire	18,0	-16,4	8,0	16,6	1,7	8,0	1,7
Guinée-Bissau	6,0	-5,7	-6,7	23,8	23,7	-6,7	23,7
Mali	15,0	-20,9	0,0	12,0	-10,7	0,0	-10,7
Niger	-7,8	-12,3	11,4	8,9	-2,5	11,4	-2,5
Sénégal	128	-26,4	-6,0	-8,9	-21,7	-6,0	-21,7
Togo	8,5	-8,5	5,4	5,8	-10,2	5,4	-10,2
UEMOA	11,9	-17,8	4,5	8,2	-7,4	4,5	-7,4

Source : BCEAO.

(*) Moyenne de l'année.

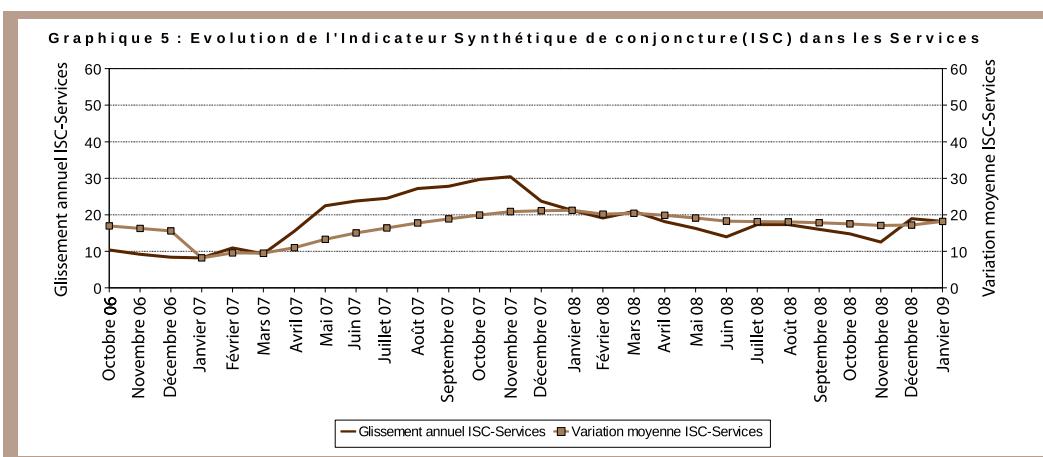
3.1.5 - Services marchands

Selon l'avis des chefs d'entreprise, l'activité a continué de s'améliorer, en glissement annuel, dans le secteur des services marchands en janvier 2009. Cette performance reflète le dynamisme des branches «transports, entreposage et communication» et «intermédiation financière».

Progression, en glissement annuel, de l'activité dans le secteur des services marchands

Les tarifs des prestations des services marchands sont restés stables.

Par pays, la conjoncture s'est améliorée en janvier 2009 dans les services marchands en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo par rapport au même mois de l'année 2008. Elle a, par contre, baissé au Burkina et en Guinée-Bissau, et est restée stable au Bénin et au Mali.



3.1.6 - Coûts de production et situation de trésorerie des entreprises

Une augmentation des coûts unitaires de production, en glissement annuel, a été observée dans l'industrie et dans les BTP, du fait du renchérissement des approvisionnements.

La situation de trésorerie des entreprises s'est dégradée.

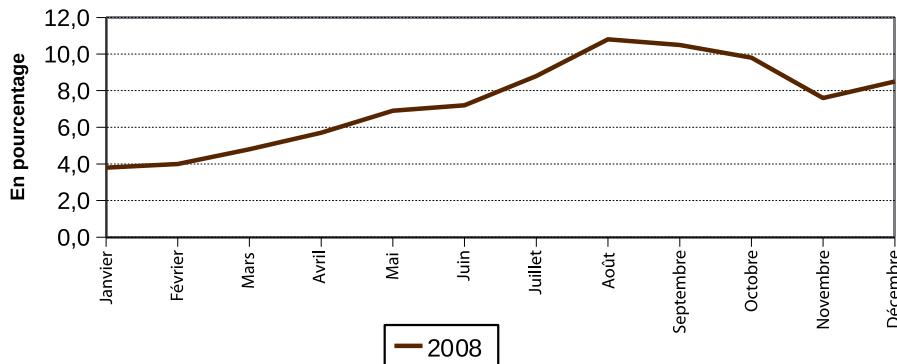
3.2 - Evolution des prix

Décélération de l'inflation en glissement annuel

L'inflation, en glissement annuel, a renoué avec la tendance baissière en janvier 2009, après avoir connu une accélération le mois précédent. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 6,5% à fin janvier 2009 contre 8,5% à fin décembre 2008. Le ralentissement de l'inflation est imprimé principalement par la diminution des prix de produits pétroliers dans presque tous les pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau.



Graphique 6 : Taux d'inflation dans l'UEMOA (en glissement annuel)



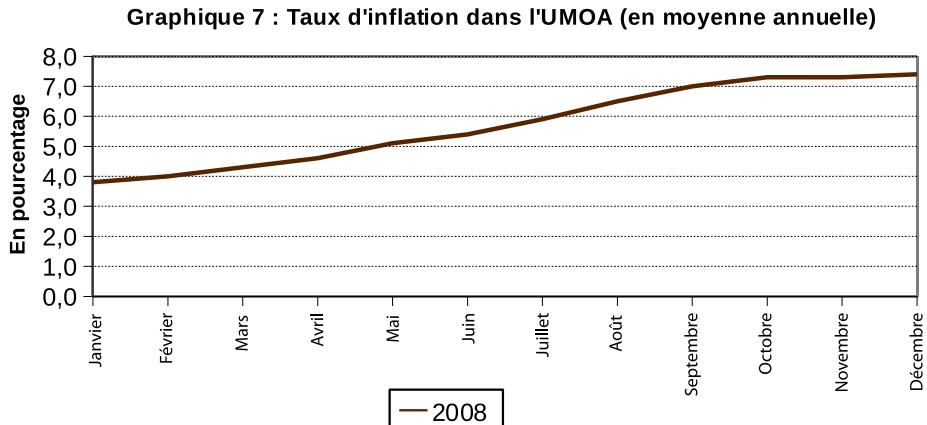
L'inflation en moyenne est demeurée relativement forte en janvier 2009, comparativement à la même période de l'année précédente. Elle est ressortie à 6,5% à fin janvier 2009 contre 3,8% à fin janvier 2008. La hausse des prix au cours du premier mois de l'année 2009 s'explique par le renchérissement précoce des céréales locales dans la plupart des pays, nonobstant les bonnes récoltes enregistrées au terme de la campagne agricole 2008/2009, en liaison avec la rétention des stocks par les paysans, la reconstitution des stocks de sécurité alimentaire par les administrations et les comportements spéculatifs des intermédiaires.

Tableau 5 : Evolution des prix dans les pays de l'UEMOA à fin janvier 2009

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	décembre 2008	janvier 2009	janvier 2008	décembre 2008	janvier 2009	2008 (*)	2009 (*)
Bénin	0,3	-0,8	1,3	9,9	7,6	1,3	7,6
Burkina	-0,3	-0,5	6,9	11,6	8,1	6,9	8,1
Côte d'Ivoire	1,3	-0,1	2,1	9,0	7,1	2,1	7,1
Guinée-Bissau	-2,5	-1,6	6,7	8,7	9,2	6,7	9,2
Mali	-1,0	-0,9	4,0	7,8	6,2	4,0	6,2
Niger	1,1	-1,7	5,9	13,6	11,8	5,9	11,8
Sénégal	-0,8	-1,8	6,1	4,2	2,3	6,1	2,3
Togo	3,1	-0,5	4,0	10,3	7,9	4,0	7,9
UEMOA	0,5	-0,8	3,8	8,5	6,5	3,8	6,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

(*) Moyenne de l'année 2009.



3.3 - Evolution des conditions de banque

Les conditions de banque dans l'UEMOA ont été marquées par une hausse, en moyenne, des taux débiteurs par rapport à janvier 2008. Pour l'ensemble de l'Union, les taux d'intérêt servis par les banques² ont atteint 8,53%³ en janvier 2009 contre 8,13% en janvier 2008, soit une progression de 0,40 point de pourcentage (cf. tableau 4). Cette évolution reflète l'augmentation des taux observée principalement au Bénin (+1,78 point), au Sénégal (+1,02 point) et au Niger (+0,14 point).

Tableau 6 : Taux d'intérêt débiteurs des banques (hors prêts au personnel)

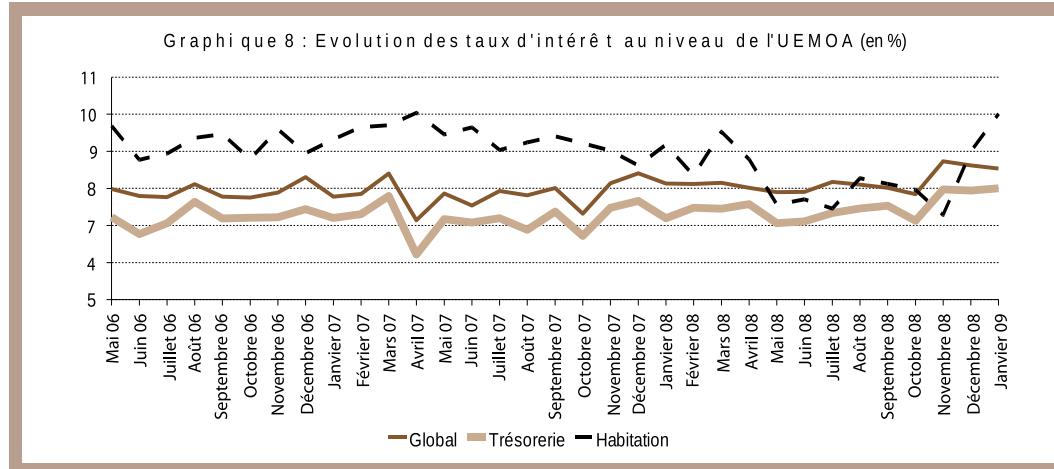
Pays	Niveaux du taux débiteur mensuel (en %)			Variation (en point de %)	
	janvier 2008	décembre 2008	janvier 2009	janvier 2009 / décembre 2008	janvier 2009 / janvier 2008
Bénin	9,64	11,83	11,42	-0,41	1,78
Burkina	9,84	9,69	9,66	-0,03	-0,18
Côte d'Ivoire	7,70	7,89	7,71	-0,18	0,01
Guinée-Bissau	11,91	12,42	11,20	-1,22	-0,71
Mali	9,58	9,69	9,41	-0,28	-0,17
Niger	11,27	10,78	11,40	0,62	0,14
Sénégal	6,97	8,17	7,81	-0,36	1,02
Togo	10,65	9,71	9,65	-0,06	-1,00
UEMOA	8,13	8,62	8,53	-0,09	0,40

Source : BCEAO.

Cette tendance haussière des taux reflète, notamment, le durcissement des conditions appliquées aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (+2,28 points), aux « Assurances et caisses de retraite » (+1,98 point), aux « Entreprises privées du secteur productif » (+0,68 point) et à « l'Etat et organismes assimilés » (0,60 point). Selon l'objet du crédit, les durcissements des conditions débitrices de banque les plus importants ont concerné le financement des besoins de l'habitation (+0,83 point) et de trésorerie (+0,80 point).

2 : Dans le calcul des moyennes, les taux d'intérêt ont été pondérés par les montants de crédits associés.

3 : En incluant les prêts au personnel des banques, le taux d'intérêt moyen se situe à 8,49%.



Les mises en place de crédits autres que les découvertes en comptes courants et les escomptes d'effets de commerce se sont chiffrées à 412,4 milliards de FCFA, au cours du mois de janvier 2009, contre 309,9 milliards enregistrés en janvier 2008, soit une hausse de 102,5 milliards. En pourcentage, elles ont progressé sur un an de 33,1% à fin janvier 2009 contre 31,9% un an plus tôt.

Les nouveaux crédits ont été octroyés essentiellement aux « Entreprises privées du secteur productif » (60,5%), aux « Entreprises individuelles » (19,8%) et aux « Particuliers » (11,0%). Ils ont été destinés, en grande partie, à la couverture des besoins de trésorerie pour 74,4%, d'équipement pour 8,4% et de consommation pour 6,9%.

3.4 - Evolution de la situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin janvier 2009, comparée à celle de la même période de l'année précédente, est caractérisée par une progression des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, de la position nette des Gouvernements et des crédits à l'économie.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 4.691,4 milliards contre 4.512,4 milliards un an plus tôt, soit une augmentation de 4,0% imputable à la Banque Centrale dont les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 6,5% pour ressortir à 4.648,7 milliards. Par contre, ceux des banques ont diminué de 71,4% pour se situer à 42,7 milliards.

L'encours du crédit intérieur s'est accru de 15,1% en se fixant à 6.149,3 milliards à fin janvier 2009 contre 5.341,4 milliards un an auparavant. Cette situation résulte de la hausse de 51,2 milliards des crédits nets aux Etats et de 756,6 milliards des concours au secteur privé.

Les crédits à l'économie ont crû de 15,6% pour ressortir à 5.608,1 milliards, en progression de 756,6 milliards d'une année à l'autre, du fait de la hausse de 17,5% des crédits à moyen et long terme et de 14,5% des concours à court terme. La position nette des Gouvernements s'est fixée à 541,2 milliards contre 490,0 milliards en janvier 2008.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 11,0% en glissement annuel, pour s'établir à 9.272,8 milliards.

Expansion de la masse monétaire en rythme annuel

Tableau 7 : Evolution des agrégats monétaires par pays (en milliards de francs CFA)

	janv. 08	déc. 08	janv. 09	Variation (en %)	
				Mensuelle	Annuelle
Bénin					
Avoirs extérieurs nets	698,8	690,2	630,6	-8,6%	-9,8%
Position nette du gouvernement	-284,4	-182,1	-183,0	0,5%	-35,7%
Crédit à l'économie	529,5	624,3	608,7	-2,5%	15,0%
Masse monétaire	926,3	1 106,5	1 066,6	-3,6%	15,1%
Burkina					
Avoirs extérieurs nets	377,4	369,0	390,8	5,9%	3,6%
Position nette du gouvernement	-76,2	-59,7	-67,3	12,7%	-11,7%
Crédit à l'économie	533,3	663,4	657,2	-0,9%	23,2%
Masse monétaire	790,2	910,6	922,8	1,3%	16,8%
Côte d'Ivoire					
Avoirs extérieurs nets	965,7	1 021,1	1 034,2	1,3%	7,1%
Position nette du gouvernement	462,6	399,6	389,8	-2,5%	-15,7%
Crédit à l'économie	1 466,7	1 704,0	1 717,0	0,8%	17,1%
Masse monétaire	2 741,1	2 997,4	3 003,8	0,2%	9,6%
Guinée-Bissau					
Avoirs extérieurs nets	51,3	66,6	60,9	-8,6%	18,7%
Position nette du gouvernement	10,9	9,1	9,4	3,3%	-13,8%
Crédit à l'économie	12,0	18,6	22,4	20,4%	86,7%
Masse monétaire	69,8	89,2	86,0	-3,6%	23,2%
Mali					
Avoirs extérieurs nets	505,2	496,2	452,8	-8,7%	-10,4%
Position nette du gouvernement	-116,6	-155,0	-142,2	-8,3%	22,0%
Crédit à l'économie	613,6	671,2	655,2	-2,4%	6,8%
Masse monétaire	997,9	1 024,8	979,4	-4,4%	-1,9%
Niger					
Avoirs extérieurs nets	203,9	283,5	281,3	-0,8%	38,0%
Position nette du gouvernement	-67,9	-114,8	-109,4	-4,7%	61,1%
Crédit à l'économie	205,0	262,6	269,7	2,7%	31,6%
Masse monétaire	321,7	399,2	411,7	3,1%	28,0%
Sénégal					
Avoirs extérieurs nets	768,4	761,8	707,4	-7,1%	-7,9%
Position nette du gouvernement	71,2	28,2	80,8	186,5%	13,5%
Crédit à l'économie	1 248,2	1 439,5	1 433,1	-0,4%	14,8%
Masse monétaire	1 905,1	2 006,6	1 993,5	-0,7%	4,6%
Togo					
Avoirs extérieurs nets	219,6	237,7	241,4	1,6%	9,9%
Position nette du gouvernement	2,8	78,6	76,3	-2,9%	2625,0%
Crédit à l'économie	243,1	243,3	244,8	0,6%	0,7%
Masse monétaire	475,3	531,4	539,1	1,4%	13,4%
UMOA					
Avoirs extérieurs nets	4 512,4	4 757,2	4 691,4	-1,4%	4,0%
Position nette du gouvernement	489,9	505,1	541,2	7,1%	10,5%
Crédit à l'économie	4 851,4	5 627,0	5 608,1	-0,3%	15,6%
Masse monétaire	8 353,6	9 327,2	9 272,8	-0,6%	11,0%

Source : BCEAO.



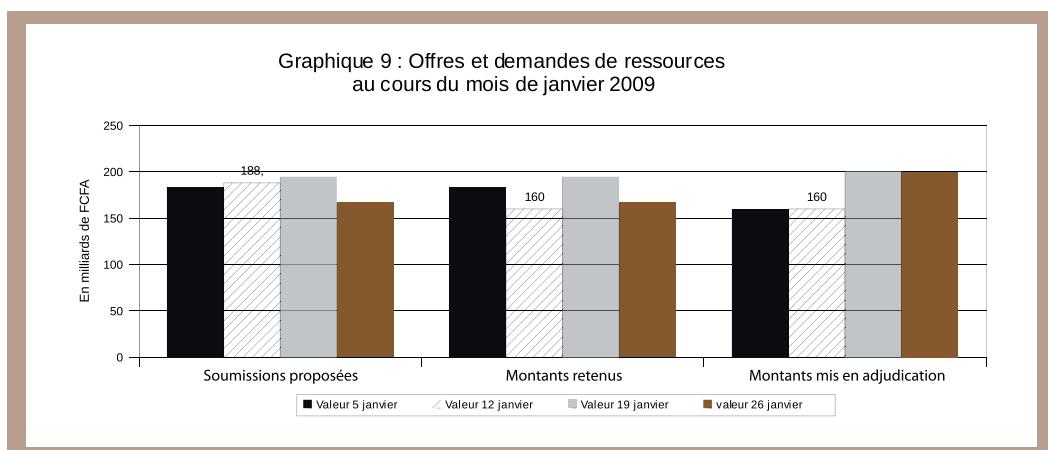
3.5 – Evolution des marchés de capitaux

3.5.1 - Marché monétaire

La Banque Centrale a poursuivi, en janvier 2009, ses opérations d'injection de liquidités sur le marché monétaire. Le montant mis en adjudication a été porté de 160,0 milliards en décembre 2008 à 200,0 milliards contre 100,0 milliards en janvier 2008, face à l'accroissement des besoins des banques et à la montée des taux d'intérêt sur le marché monétaire. L'encours des avances sur le marché monétaire par appel d'offres s'est établi à 167,0 milliards à fin janvier contre 160,0 milliards le mois précédent et 70,0 milliards un an auparavant.

Hausse des volumes des transactions et des taux d'intérêt sur le marché monétaire

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des offres et demandes de ressources au cours du mois de janvier 2009.



Le taux marginal des adjudications de la BCEAO observé en janvier 2009 a fluctué entre 3,7505% et 4,7435% contre une plage de 3,0000% à 4,0001% en janvier 2008.

Le taux moyen pondéré hebdomadaire sur l'open market a oscillé entre 4,4088% et 4,7490% contre une fourchette de 3,3232% à 3,9263% un an plus tôt. Le taux moyen pondéré⁴ des appels d'offre s'est établi à 4,4676% contre 4,7052% le mois précédent et 3,8903% par rapport à l'année dernière.

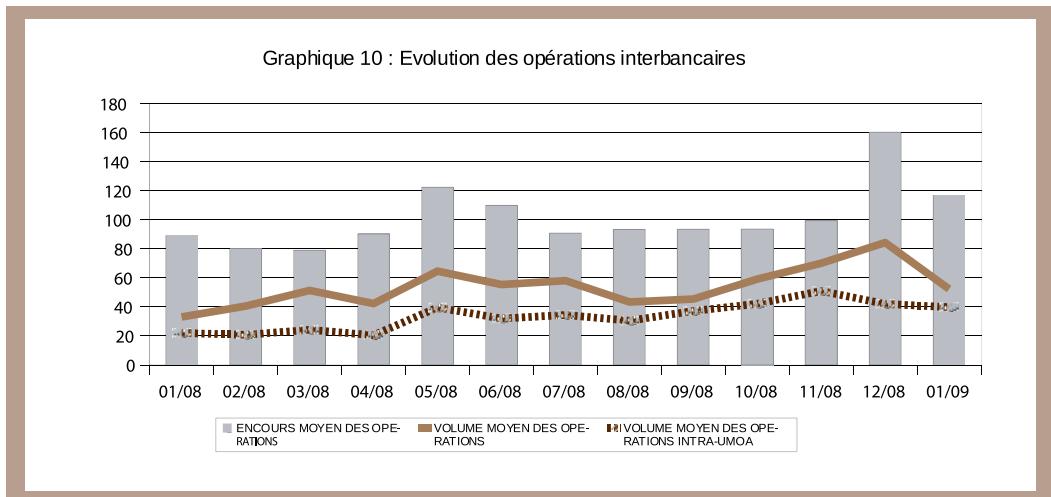
Les refinancements sur le guichet de la pension sont ressortis à 155,4 milliards en janvier 2009, soit une hausse de 90,9 milliards par rapport à l'année précédente.

En janvier 2009, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires a progressé, sur une base annuelle. En effet, il s'est situé à 52,3 milliards contre 32,9 milliards en janvier 2008, soit une augmentation de 19,4 milliards.

L'encours moyen des prêts s'est également accru comparativement à la même période de l'année précédente. Il est passé de 89,4 milliards en janvier 2008 à 117,0 milliards en janvier 2009, soit une progression de 27,6 milliards.

⁴ : Moyenne pondérée en nombre de jours du taux moyen pondéré.

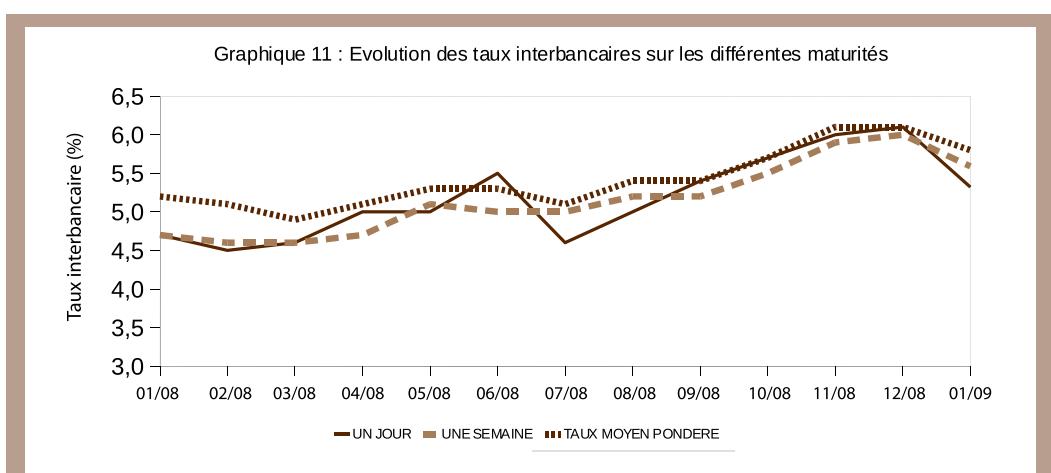
Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des opérations sur les douze derniers mois.



Le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, s'est inscrit en baisse au cours du mois de janvier 2009. Il s'est établi à 5,80% contre 6,13% le mois précédent et 5,18% un an plus tôt.

Pour sa part, le taux moyen interbancaire à une semaine, durée correspondant à la maturité des opérations d'adjudication et au comportement le plus actif du marché interbancaire, est ressorti à 5,59% contre 5,96% en décembre 2008, demeurant au dessus du taux de pension de la Banque Centrale.

Le graphique ci-dessous présente la tendance des taux interbancaires sur les douze derniers mois.



Au total, à fin janvier 2009, les taux d'intérêt ont cru en rythme annuel dans tous les compartiments du marché monétaire de l'Union, tant sur le marché interbancaire qu'au niveau des guichets de la BCEAO. Parallèlement, les concours de la Banque Centrale aux banques et établissements financiers se sont accrus au cours de la période, du fait de la progression des encours sur le guichet de la pension. Les transactions sur le marché interbancaire ont connu une augmentation.

Tableau 8 : Evolution des opérations du marché interbancaire par compartiment au titre du mois de janvier 2009 (en millions de FCFA)

PÉIODES	UN JOUR		UNE SEMAINE		DEUX SEMAINES		UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS		NEUF MOIS		DOUZE MOIS		ENCOURS
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant Total	dont intra-UMOA	
31 décembre au 6 janvier 2009	2 500	5,80%	37 000	5,95%	18 000	6,21%	1 725	6,48%	6 000	5,78%	-	-	-	-	65 225	57 000	135 525
7 au 13 janvier 2009	6 000	5,00%	35 310	5,57%	7 851	7,51%	7 900	6,20%	4 500	6,39%	-	-	-	-	61 561	47 101	132 936
14 au 20 janvier 2009	27 500	5,36%	20 800	5,46%	3 250	7,42%	2 704	5,36%	3 500	5,61%	-	-	-	-	57 754	43 754	106 030
21 au 27 janvier 2009	1 800	5,50%	15 951	5,78%	8 000	7,38%	7 700	6,65%	1 000	7,50%	-	-	-	-	34 451	26 851	100 580
28 janvier au 3 février 2009	2 100	5,12%	28 301	5,23%	3 000	7,21%	3 500	6,53%	5 500	5,91%	-	-	-	-	42 401	24 301	110 105
Moyenne	7 980	5,34%	27 472	5,71%	8 020	6,84%	4 706	6,28%	4 100	6,02%	-	-	-	-	62 278	39 801	117 035

Tableau 9 : Evolution en volume des prêts interbancaires par pays au titre du mois de janvier 2009 (en millions de FCFA)

PÉIODES	Bénin		Burkina		Côte d'Ivoire		Guinée Bissau		Mali		Niger		Sénégal		Togo		UMOA
	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	
31 décembre au 6 janvier 2009	22 500	22 500	11 000	11 000	10 225	5 000	-	-	9 500	8 000	-	-	6 500	5 000	5 500	5 500	65 225
7 au 13 janvier 2009	17 951	17 951	-	-	22 160	17 700	150	150	5 300	5 300	-	-	15 500	5 500	5 000	6 1561	57 000
14 au 20 janvier 2009	16 700	16 700	13 000	12 000	12 500	5 000	-	-	6 804	6 804	-	-	8 500	3 000	250	250	47 101
21 au 27 janvier 2009	9 551	9 551	6 150	6 150	9 400	6 800	150	150	-	-	-	-	8 500	3 500	700	700	43 754
28 janvier au 3 février 2009	7 700	7 700	5 000	3 500	8 100	5 000	1 000	1 000	2 000	2 000	1 500	1 500	15 301	1 801	1 800	1 800	26 851
Moyenne	14 880	14 880	7 030	6 530	12 477	7 900	260	260	4 721	4 421	300	300	10 860	3 760	1 750	1 750	52 278
																	39 801



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int